

## Le mot du directeur

### Ronan Raffray

Directeur de l'Institut de recherche  
en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP

Que retenir de cette année 2020 qui nous a si rudement mis à l'épreuve tout en nous montrant une fois de plus les limites du soutien institutionnel dont peuvent bénéficier les universités ?

Par la force des choses, le fait de compter sur ses seules forces peut avoir un effet rassembleur, et je profite de la publication de notre bulletin annuel pour saluer l'engagement partagé des collègues dans la continuité des missions d'enseignement, tout en nous félicitant collectivement pour le maintien du travail de recherche malgré les difficultés quotidiennes. Au titre des satisfactions, je souligne la vitalité de l'activité doctorale, l'année ayant vu de jeunes talents mener à bien leur travail de thèse et soutenir brillamment leurs travaux.

En regardant vers l'avenir, nos perspectives sont également heureuses : évaluation HCERES avant l'été, agrandissement des locaux, tenue des événements reportés, retour de nos étudiants et reprise des activités dans un contexte « normal », la crise ayant démontré, s'il le fallait, l'impossibilité de substituer la réalité numérique à nos nombreux échanges au sein de l'unité.

Pour finir sur une note d'optimisme très personnelle, je fais le vœu que l'agrandissement de nos locaux, conjugué à un retour des collègues sur site, nous permettra à moyen terme de lancer un projet d'*afterwork* scientifique, autour des productions locales, pour mûrir de nouveaux projets dans le plaisir de l'échange et de la transmission, dans la continuité de l'état d'esprit positif qui n'a jamais quitté les membres de l'unité et pour fêter cette solidarité qui s'est une fois de plus manifestée.

# SOMMAIRE :

Publications.....	3
➤ Ouvrages.....	3
➤ Articles et notes de jurisprudence :.....	6
Colloques/ conférences/ réunions .....	18
➤ Manifestations organisées par l'Irdap .....	18
➤ Evènements auxquels ont participé des membres de l'Irdap .....	18
➤ Participations aux jurys de thèses et encadrement hors UB .....	20
Doctorants .....	22
➤ Thèses soutenues.....	22
➤ Nouveaux doctorants.....	23
➤ Thèses en cours .....	25
➤ Récompenses officielles .....	35

# Publications

## ➤ Ouvrages

### Participations à ouvrages collectifs :

#### **Florence DEBOISSY**

- **Droit des sociétés**, dir. M. Cozian, A. Viandier et Fl. Deboissy, LexisNexis 2020-2021.
- **Code des sociétés**, dir. Fl. Deboissy et G. Wicker, LexisNexis, 2020-21 avec la participation de Gilles Auzero, Laura Sautonie-Laguionie et Jean-Christophe Pagnucco.
- **Précis de fiscalité des entreprises**, dir. M. Cozian, Fl. Deboissy et Martial Chadeaux, LexisNexis 2020-2021.

#### **Guillaume DROUOT**

- « L'agrément de l'héritier : de l'utilité de distinguer le titre de la finance », **Les sources du droit processuel de la famille**, dir. Charles Bahurel et Rudy Laher, Collectif Dalloz, 2020.

#### **Fabien KENDERIAN**

- **Code des baux commenté 2021**, en collaboration avec J. Lafond, B. Vial-Pedroletti, E. Chavance et Ch. Coutant-Lapalus : LexisNexis, 19<sup>e</sup> éd., 2020

#### **Florence MAURY**

- « Contre la banalisation de l'humain, priorité à la déontologie transprofessionnelle dans la pratique sociale et médico-sociale », **Mélanges en l'honneur du Professeur Deen Gibirila**, à paraître.

## Denis POHE

- « Le masque, la justice et le droit dans la civilisation Wê », in **Mélanges en l'honneur de Jean-Marc TRIGEAUD**, édition BIÈRE 2020.

## Ronan RAFFRAY

- « Les mystères de l'agrèage du vin », **Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Marc Trigeaud**, dir. Alexandre Zabalza et Carole Grare, éditions Bière, 2020.
- « Du droit souple au droit dur, Prolégomènes à un droit de la RSE viticole », in **La vigne, le vin et le droit : du local au global, Mélanges en l'honneur de Robert Tinlot**, dir. Christine Lebel et Théodore Georgopoulos, Mare et Martin, à paraître.
- « Le goût dans le classement des crus », in G. de Revel et R. Raffray (dir.), **Vin, droit et santé, 9ème édition, Le goût du vin et le droit** (LEH, 2020)
- « La transmission de l'exploitation et le droit de la vigne et du vin. Contribution à l'identité du droit de la vigne et du vin », in A. Berramdane, A. Deroche et F. Labelle, **La transmission des exploitations viti-vinicoles**, Lexis-Nexis, 2020,
- « La marque, la pratique commerciale trompeuse et le consommateur moyen : les apports du jugement « Maucaillou » **Droit et Patrimoine, Dossier, Droit pénal et droit du vin**, juillet 2020, p. 47 et s.

-Des sciences de la vigne et du vin aux sciences juridiques : Le goût du vin et le droit Vin, droit et santé, 9ème édition, (LEH, 2020) (avec Gilles de Revel, Professeur d'œnologie à l'Université de Bordeaux) (183 pages) (direction de l'ouvrage)

-Droit pénal et droit du vin, Quelles opportunités et contraintes pour la filière ? Droit et Patrimoine, Dossier, juillet 2020, pp. 18-53 (avec Charlotte Claverie-Rousset, Professeur à l'Université de Bordeaux) (direction du dossier)

## Bernard SAINTOURENS

- « L'intérêt propre de la personne morale », in **Mélanges en l'honneur de J.-M. Trigeaud**, éd. Bière, p. 637.

- « L'article 1860 du code civil : interrogations sur un cas légal d'exclusion d'un associé », in **Mélanges en l'honneur d'Alain Couret**, éd. Dalloz et Francis Lefebvre, 2020, p. 383.
- « La déconfiture », in **Mélanges en l'honneur de Corinne Saint-Alary-Houin**, éd. L.G.D.J., 2020, p. 519.

## **Laura SAUTONIE-LAGUIONIE**

- Participation au **Code des sociétés**, 2020, dir. F. Deboissy, et G. Wicker, avec J. C. Pagnucco, G. Auzero.

## **SKRZYPNIAK Hélène**

- « Propriété et savoir-faire », in *La propriété au 21ème siècle, un modèle ancestral toujours adapté aux grands enjeux de notre environnement ?* dir. V. Malabat et A. Zabalza, Dalloz, Thèmes et commentaires, à paraître.

## **Guillaume WICKER**

- **Code des sociétés**, avec Fl. Deboissy, LexisNexis 2020-21, et la participation de Gilles Auzero, Laura Sautonie-Laguionie et Jean-Christophe Pagnucco.
- **Le projet d'un Code européen des affaires, 7e Journées franco-allemandes**, en co-direction avec G. Mäscher et R. Schulze, Société de Législation Comparée, Droit comparé et européen, vol. 34, 2020.

## **Marianne VILLEMONTAIX**

- **Droit de la concurrence**, Mémentos 2020/2021 Edition Gualino.

➤ Articles et notes de jurisprudence :

**Matthieu BERA**

- Coordination de dossiers et numéros de revues :

*Les Etudes sociales*, 2020/1, « Des maîtres et des étudiants », avec Antoine Savoye

Bulletin d'histoire de la sociologie n° 10 de l'Association Française de Sociologie, RT 49 (réseau thématique « histoire de la sociologie »), avec Patricia Vannier et Jean-Paul Laurens.

**Suzi BRADBURN**

Les conséquences de la résolution au regard de la TVA, *comm. sous Cass. com.*, 8 janv. 2020, n°18-17.895, rev. dr. fisc., n° 10, 5 mars 2020, note 181.

**Jérôme CASEY**

Réforme de la procédure civile 2020-La réforme de la procédure des divorces contentieux. Décret numéro 2019-1333 du 11 décembre 2019, réformant la procédure civile. Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale, 23 janvier 2020.

Participation aux acquêts : la clause d'exclusion des biens professionnels et le divorce. Cour de cassation, 18 décembre 2019, pourvoi numéro 18-26.337. Lexbase Hebdo - Edition Privée Générale, 20 février 2020.

**Xavier DAVERAT**

Law and dis(Order). Fantaisies juridiques et politiques chez John Ford, in Fantaisies de John Ford, sous la dir. De F. Cavé & D. Keller, Focale(s), coll. Passage(s), 2020, p. 109-130.

Noirs, Blancs ou métisses : pratiques et enjeux identitaires en jazz et dans quelques comédies musicales, in Jazz & cinéma (configurations et alliances sensibles), sous la dir. de P. Louguet & A. Pichon, Université de Lille, Revue du CIRCAV, n° 29, 2020, p. 281-303.

## **Florence DEBOISSY**

### Droit des sociétés

S'agissant du bail conclu par le représentant légal de la société sans l'autorisation préalable des associés requise par les statuts, la nullité demandée pour défaut de consentement est une nullité relative que seule la société peut invoquer, note sous, *Cass. com.*, 23 oct. 2019, n° 18-11.425 : *JCP E 2020*, 1344, n° 2, avec G. Wicker.

En cas de dissolution sans liquidation d'une société, la société dissoute ne peut, antérieurement à la publication au RCS, se prévaloir de la disparition de sa personnalité morale à l'égard des tiers, lesquels peuvent en revanche l'invoquer, note sous, *Cass. 2e civ.*, 27 juin 2019, n° 18-18.449 : *JCP E 2020*, 1344, n° 9, avec G. Wicker.

### Droit fiscal

Commentaires administratifs de la nouvelle procédure d'abus de droit (LPF, art. L. 64 A) : *Dr. fisc. 2020*, n° 10, *comm.* 182.

Nouveau rebondissement dans l'affaire société Croë Suisse, note sous CAA Versailles, 3 mars 2020 : *Dr. fisc. 2020*, n° 21, *comm.* 144, avec G. Wicker.

Le contribuable peut-il, pour faire obstacle à l'abus de droit, se prévaloir de l'existence d'une voie non abusive permettant de parvenir au même résultat fiscal ? À propos de CAA Versailles, 17 déc. 2019, n° 17VE02164 : *Dr. fisc. 2020*, 23, *act.* 180.

Les actions placées dans un trust de droit américain peuvent être regardées comme détenues par des personnes physiques, note sous CE, 20 mars 2020 : *Dr. fisc. 2020*, n° 24, *comm.* 269, avec G. Wicker.

Interposition d'une société holding, PEA et abus de droit, note sous CE, 19 juin 2020 : *Dr. fisc. 2020*, n° 46, *comm.* 438.

Opposabilité de la doctrine administrative et abus de droit : le montage artificiel emporte tout, note sous CE, 28 oct. 2020 : *Dr. fisc.*, 2020, n° 47, *comm.* 444.

## **Philippe DELMAS-SAINT-HILAIRE**

L'assurance-vie entre détention et transmission d'épargne. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

La voie de la disqualification en donation indirecte ; Note sous Cour de cassation Chambre civile, 20 novembre 2019, pourvoi numéro 16-15.867. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

La voie des primes manifestement exagérées ; Note sous Cour de cassation, première Chambre civile, 6 novembre 2019, deuxième moyen, pourvoi numéro 18-22.982. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Précisions sur la taxation supportée par le bénéficiaire ; Note sous Réponse ministérielle numéro 450, 8 Août 2019, Franck Montaugé, Journal officiel du Sénat. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Précisions sur l'acceptation du bénéficiaire ; Note sous Cour de cassation, première Chambre civile, 6 novembre 2019, deuxième moyen et troisième moyen, pourvoi numéro 18-16.153. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Cour de cassation, première Chambre civile, 6 novembre 2019, pourvoi numéro 18-22.982. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Cour de cassation, deuxième Chambre civile, 13 juin 2019, pourvoi numéro 18-14.954. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Comité de l'abus de droit fiscal, 15 novembre 2019, avis, séance numéro 9-1/2019, affaire numéro 2019-29. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Cour de cassation, première Chambre civile, 26 juin 2019, pourvoi numéro 18-21.383. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Cour de cassation, deuxième Chambre civile, 12 décembre 2019, pourvoi numéro 18-25.424. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Cour de cassation, deuxième Chambre civile, 13 juin 2019, pourvoi numéro 18-14.743. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Cour de cassation, deuxième Chambre civile, 4 juillet 2019, pourvoi numéro 18-17.080. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Cour de cassation, première Chambre civile, 15 janvier 2020, pourvoi numéro 18-26.683. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Cour de cassation, première Chambre civile, 20 novembre 2019, pourvoi numéro 18-18.470. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Note sous Cour de cassation, deuxième Chambre civile, 21 novembre 2019, premier moyen, pourvoi numéro 18-21.693. Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Décret numéro 2019-1172 du 14 novembre 2019 favorisant l'investissement dans l'économie par la diffusion du capital investissement, Journal officiel numéro 0265 du 15 novembre 2019, article 1 modifiant l'article R.131-1-2 du code des assurances (fonds ouverts à des investisseurs professionnels éligibles aux supports en unités de compte). Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Note sous Décret numéro 2019-1172 du 14 novembre 2019 favorisant l'investissement dans l'économie par la diffusion du capital investissement, Journal officiel numéro 0265 du 15 novembre 2019, article 1 modifiant l'article R. 131-1-2 du code des assurances (instruments financiers éligibles aux contrats d'assurance-vis ; Plafonds applicables). Droit et Patrimoine, 01/06/2020.

Comité de l'abus de droit fiscal : avis rendus au cours des séances du 15 et du 28 novembre 2019. ). Droit et Patrimoine, 22/05/2020.

### **Guillaume DROUOT**

« Les sources du droit processuel de la famille », Droit, algorithmes et anarchie, 2020, p. 35.

### **Philippe EMY**

« Nouvelles règles relatives aux politiques de rémunération des dirigeants de sociétés cotées issues de l'ordonnance n° 2019-1234 et du décret n° 2019-1235 du 28 novembre 2019 ». *Lexbase*, lettre juridique n°808 du 9 janvier 2020

### **Pierre FERENBACH**

"La Cour de justice se prononce sur la revente de livre électronique en droit d'auteur", *Revue Expertises des systèmes d'information (Droit, technologie et prospective)*, Mars 2020, n° 455.

Sélection et participation à la Journée de la Jeune Recherche en Propriété intellectuelle organisée par l'IRPI - Lundi 12 octobre 2020 - un dossier de présentation sur le site de l'IRPI : [https://www.irpi.fr/pages/?ref\\_arbo=389](https://www.irpi.fr/pages/?ref_arbo=389)

### **Eric FONGARO**

Le rapport sur la réserve héréditaire et le droit international : *Ingénierie patrimoniale*, n° 2-2020, p. 212

Règlement (UE) 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019 : Bruxelles II ter *in* Chronique de Droit international privé notarial : JCP 2020, éd. N, 1146.

La nature des présomptions éclairée (ou obscurcie) par le droit international privé, in Les présomptions Les artifices du droit (III), Centre Michel de l'Hospital – L. G. D. J. 2020, p. 105 et s.

Les règles de conflits de lois en matière d'assurance-vie : Ingénierie Patrimoniale, n° 1-2020, p. 42

Les règlements européens matrimoniaux et partenariaux : regards croisés, in Les vingt ans du Pacs Le droit du couple et ses (r)évolutions, LexisNexis, 2020, p. 75 et s.

La notion de couple sous l'angle patrimonial : Revue juridique de l'USEK (Liban) n° 19, 2020, p. 47 et s.

- Commentaires d'arrêts :

Note sous Cass. 1re civ., 4 mars 2020, n° 18-24.646 : Ingénierie patrimoniale, n° 3-2020, p. 136

Note sous Cass. 1re civ., 3 octobre 2019, n° 18-22945 : Ingénierie patrimoniale, n° 1-2020, p. 134

Note sous Cass. 1re civ., 19 septembre 2019, n° 18-20782 in Chronique de Droit international privé notarial : JCP 2020, éd. N, 1149

Note sous Cass. 1re civ., 4 mars 2020, n° 18-26661 : JCP 2020, éd. G, 818

Note sous Cass. 1re civ., 29 mai 2019, n° 18-13383 : Rev. crit. DIP 2020, n° 1, p. 107.

## **Barabara FRELETEAU**

« La maxime *Nemo auditur a-t-elle* survécu à la réforme du droit des contrats ? », *Recueil Dalloz*, mai 2020 (34 240 signes).

## **Frédérique JULIENNE**

« Le droit de jouissance légale des parents sur les biens des mineurs en question », *Rev. Droit et patrimoine*, mars 2020, n°300.

« Le mineur associé: quelle protection? », Répertoire du Notariat Defrénois, 2020, n°4, p. 17.

Chronique d'actualité en droit civil de l'entreprise Avril 2020-novembre 2020, Revue Lamy droit civil, 2020, n° 187.

Chronique d'actualité en droit civil de l'entreprise nov. 2019 - avril 2020, Revue Lamy Droit civil, 2020, n°182, p. 32.

« Revendication de la qualité d'associé du conjoint dans les sociétés en nom collectif », note sous Cass. com., 18 novembre 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 2020, n°659.

« Les actions en recel et en rapport des libéralités sont indissociables de l'action en partage », Rev. Lamy Droit civil, 2020, n°187, p. 15.

« L'héritier non agréé ne peut pas percevoir les dividendes d'une SCI », note sous Cass. com., 2 sept. 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 2020, n°648.

## **Fabien KENDERIAN**

« Le droit civil des contrats et le bail commercial en temps de crise : l'exemple de la Covid-19 » RTD com., avr.-juin 2020, p. 265 et s.

« La clause résolutoire du bail commercial » JCP E 2020, étude 1341

« Les baux commerciaux à l'épreuve de la loi Pinel : quel bilan ? Quelles perspectives ? », Paris, 20 nov. 2019 : Loyers et copropriété 2020, dossier 20, p. 23 et s.

L'actualité de la cession du bail commercial, Communication à la XVème conférence annuelle de l'Atelier des baux commerciaux de Lorraine, « Le nouvel équilibre contractuel », Nancy, 6 déc. 2019 : Loyers et copropriété 2020, dossier 13, p. 7 et s.

- Notes :

- Droit des baux commerciaux :

- « Du rôle central de la bonne foi dans le règlement des litiges locatifs issus de la Covid-19 », observations sous TJ Paris, 18e ch., 2e sect., 10 juill. 2020, n° 20/04516 ; TJ Limoges, ord. réf., 31 juill. 2020, n° 20/00387 ; TJ Montpellier, ord. réf., 10 sept. 2020, n° 20/30974 ; TJ Grasse, ord. réf., 22 oct. 2020, n° 20/01120 ; TJ Paris, ord. réf., 26 oct. 2020, n° 20/53713 et n° 20/55901 ; TJ Boulogne-sur-Mer, ord. réf., 4 nov. 2020, n° 20/00205 ; CA Grenoble, ch. com., 5 nov. 2020, n° 16/04533 ; T. com. Lyon, 17 nov. 2020, n° 2020J00420 : RTD com. 2020, p. 783.

- « Retour sur la notion de convention d'occupation précaire », observations sous Cass. 3e civ., 14 nov. 2019, n° 18-21.297, et Cass. 3e civ., 12 déc. 2019, n° 18-23.784 : RTD com. 2020, p. 21.

- Droit des procédures collectives et baux commerciaux :

« Conditions d'acquisition de la clause résolutoire pour défaut de paiement des loyers et charges antérieurs à l'ouverture d'une procédure collective », observations sous Cass. 3e civ., 4 juill. 2019, n° 18-16.453, et Cass. 3e civ., 26 mars 2020, n° 19-10.223 et 19-10.224 : JCP E 2020, 1269, n° 23, et JCP N 2020, 1175, n° 23.

« Autonomie de la résiliation de plein droit du bail par le juge-commissaire pour défaut de paiement des loyers postérieurs au jugement d'ouverture de la procédure collective », observations sur Cass. com., 9 oct. 2019, n° 18-17.563, Cass. com., 15 janv. 2020, n° 17-28.127, et Cass. com., 26 févr. 2020, n° 18-20.859 : JCP E 2020, 1269, n° 24, et JCP N 2020, 1175, n° 24.

« Confirmation de l'autonomie de la résiliation de plein droit du bail commercial par le juge-commissaire », note sous Cass. com., 15 janv. 2020, n° 17-28.127 : Gaz. Pal., Spécialisée Droit des entreprises en difficulté, 21 avr. 2020, p. 68.

« Modalités de constat de la résiliation du bail commercial par le juge-commissaire : la Cour de cassation a tranché ! », note sous Cass. com., 9 oct. 2019, n° 18-17.563 : Gaz. Pal., Spécialisée Droit des entreprises en difficulté, 14 janv. 2020, pp. 56-59.

- Fascicules du JurisClasseur :

Bail commercial. – Procédures collectives. – Procédure collective du locataire. – Sort du bail dans la procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire de l'entreprise : JurisClasseur Bail à loyer, ou Civil Code, Art. 1708 à 1762, ou Notarial Répertoire, V° Bail à loyer, ou Entreprise individuelle, Fasc. 1286-10, refonte 2020 (40 p.).

Bail commercial. – Procédures collectives. – Procédure collective du locataire. – Sort du bail dans les plans de sauvetage de l'entreprise : JurisClasseur Bail à loyer, ou Civil Code, Art. 1708 à 1762, ou Notarial Répertoire, V° Bail à loyer, ou Entreprise individuelle, Fasc. 1286-20, refonte 2020 (16 p.).

Bail commercial. – Procédures collectives. – Procédure collective du locataire. – Sort du bail dans la procédure de liquidation judiciaire de l'entreprise : JurisClasseur Bail à loyer, ou Civil Code, Art. 1708 à 1762, ou Notarial Répertoire, V° Bail à loyer, ou Entreprise individuelle, Fasc. 1286-30, refonte 2020 (23 p.).

Bail commercial. – Procédures collectives. – Procédure collective du bailleur. – Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires de l'entreprise : JurisClasseur Bail à loyer, ou Civil Code, Art. 1708 à 1762, ou Notarial Répertoire, V° Bail à loyer, ou Entreprise individuelle, Fasc. 1286-40, refonte 2020 (21 p.).

Bail commercial : fin du bail et procédures collectives : JurisClasseur Bail à loyer, Synthèse 70, refonte 2020 (40 p.).

## **Sylvie NERISSON**

The *MusicMatic* Decision of the French Cour de cassation: Creative Commons Licenses versus Mandatory Collective Management of Broadcasting Rights of Commercial Phonograms, *GRUR International*, Volume 69, Issue 8, August 2020, Pages 852–854.

The rental and lending directive, EU Copyright Law: A Commentary (2nd edition), Paul Torremans et Irini Stamatoudi (dir.), Edward Elgar (“in production”).

Collective works in French law, en coll. avec S. Le Cam, Niklas Bruun et Marja-Leena Mansala (Dir.), Research Handbook on Intellectual Property and Employment, Elgar (“in production”).

Commentaire d'arrêt dans la chronique propriété littéraire et artistique du CECOJI (Poitiers) du JCPE, 29 juillet 2020 (n°31), n° 1326.

## **Florence MAURY**

Le harcèlement sexuel non constitué au pénal n'empêche pas le juge civil de la caractériser (Soc., 25 mars 2020, n° 18-23682, FS–P+B), *Actualité juridique Institut du travail*, juillet 2020.

### Documents de formations professionnelles (Institut du travail) :

- Le conseiller du salarié (statut et mission dans le cadre du licenciement – procédure), 39 p.

- Conseiller du salarié et rupture conventionnelle, Plateforme pédagogique Université de Bordeaux, Institut du travail, 15 octobre 2020, 48 p.

## **Philippe OUDENOT**

Le régime des produits et charges de la propriété industrielle (*Revue Droit Fiscal* 2020, 273).

Sous-évaluation des apports transcrits à la valeur comptable À propos de CE, 9e et 10e ch., 1er juill. 2020, n° 418378, Sté Lafarge SA 1, (*Revue Droit Fiscal* 2020, 254).

## **Ronan RAFFRAY**

« Revirement sur le sort de la responsabilité pénale en matière de fusion : une solution meilleure que son explication ? », *JCP E.* 2021, 1070 et s., n° 9.

« Confirmation de la complémentarité du droit d'opposition et de l'action paulienne en cas de transmission universelle du patrimoine du débiteur » Note sous Cour de Justice de l'Union Européenne, deuxième Chambre, 30 janvier 2020, I.G.I., affaire numéro C-394/18, *JCP E* 2020, p. 29.

« Compétence du tribunal de commerce en cas de litige consécutif à l'élection de l'administrateur représentant l'actionnariat salarié » ; Note sous Cour de cassation, Chambre commerciale, 18 mars 2020, pourvoi numéro 17-24.039, *JCP E* 2020, p. 26

« Transmission universelle à l'associé unique des obligations déjà nées au titre du contrat intuitu personae », *BJS* 2020, p. 6.

## **Bernard SAINTOURENS**

- Notes :

Créance de remboursement d'un associé de SNC, solvens, à l'encontre de ses coassociés : principes et conséquences, note sous Cass. Com. 29 mars 2019, *Rev. Sociétés*, 2020, p. 43.

Retrait d'une SCP d'avocats : cadre légal et aménagements conventionnels, note (en collab. avec Ph. Duprat) sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 janvier 2010, *Lexbase Hebdo Affaires*, 6 février 2020.

Recevabilité de l'action en justice à l'encontre des associés d'une société dissoute et liquidée, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 11 juillet 2019, *Rev. Sociétés* 2020, p. 101.

Résiliation du contrat de location-gérance : le caractère exploitable du fonds restitué, note sous Cass. Com. 9 juillet 2019, *RTD com* 2019, p. 865.

Vente du fonds de commerce en procédure de liquidation judiciaire : l'entrée en possession anticipée du cessionnaire, note sous Cass. com. 15 mai 2019, *RTD com*. 2019, p. 867.

Activité exercée sous le statut de l'EIRL : incidences procédurales, note sous Cass. com. 23 octobre 2019, *Rev. Proc. Coll.* 2020, p. 37.

L'absence de contrat de bail écrit ne suffit pas à caractériser la confusion des patrimoines, note sous Cass. com. 15 mai 2019, *Rev. Proc. coll.* 2020, p. 38.

Le paiement du prix de vente d'un immeuble par compensation avec le compte courant d'un associé ne constitue pas une relation financière anormale, note sous Cass. com. 29 mai 2019, Rev. Proc. Coll. 2020, p. 39.

Report de la date de cessation des paiements : incidence de la conversion du redressement en liquidation judiciaire, note sous Cass. 27 novembre 2019, Rev. Proc. Coll. 2020, p. 39.

Caractérisation de l'état de liquidation judiciaire par un faisceau d'indices, note sous Cass. com. 25 septembre 2019, Rev. Proc. coll. 2020, p. 40.

Rémunération du gérant de la SARL : la prééminence des statuts, note sous Cass. com. 18 décembre 2020, Rev. Sociétés 2020, p. 232.

Acte signé au nom d'une société : le respect du principe de l'effet relatif du contrat, note sous Cass. com. 20 novembre 2019, Rev. Sociétés 2020, p. 302.

La révocation du dirigeant sous le contrôle de la Cour de cassation : du fait au droit, note sous Cass. com. 15 janvier 2020, Bull. Joly Sociétés, mai 2020, p.33.

Le transfert d'un contrat entre sociétés à l'épreuve de la personnalité morale, note sous Cas. 3<sup>e</sup> civ., 27 février 2020, Rev. Sociétés 2020, p. 404.

Sanctions à l'encontre du dirigeant de la société en procédure collective : exigences de lien de causalité et de motivation, note sous Cass. com. 25 mars 2020, Bull. Joly Sociétés, septembre 2020, p. 42.

Défaut de déclaration par le dirigeant de l'état de cessation des paiements et gestion d'une société sous-capitalisée, note sous Cass. com. 17 juin 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Interdiction du dirigeant de fait d'acquérir les biens de la personne morale en liquidation judiciaire : principe et mise en œuvre, note sous Cass. com. 8 janvier 2020, Bull. Joly Entreprises en difficulté, mai-juin 2020, p. 24.

La dissolution-confusion de l'article 1844-5 du code civil à l'épreuve de la procédure collective, note sous Cass. Com. 25 mars 2020, Rev. Sociétés 2020, p. 471.

La disparition d'une société : principe et conséquences pratiques, note sous Cass. com 24 juin 2020, Bull. Joly Sociétés, oct. 2020, p. 27.

La responsabilité civile des associés majoritaires : sanction autonome de l'abus de majorité, note sous Cass. com. 30 septembre 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 29 octobre 2020.

Recevabilité de la saisine du juge commis à la surveillance du RCS : questions de droit des sociétés, note sous Cass. com. 9 septembre 2020, Bull. Joly Sociétés, novembre 2020, p. 10.

Evaluation des droits sociaux par expert : la date de désignation de l'expert, critère d'application dans le temps de la réforme de l'article 1843-4 c. civ., réalisée en 2014, note sous Cass. Com. 18 novembre 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 3 décembre 2020.

Opposition à la fusion et exception à l'interdiction des voies d'exécution dans la procédure collective de la société absorbante, note sous Cass. Com. 7 octobre 2020, Act. Proc. Coll. 2020, n° 19, p. 1.

L'accomplissement d'actes de commerce en nombre limité n'entraîne pas la qualification de commerçant, note sous Cass. com. 29 janvier 2020, RTD com. 2020, n° 4, à paraître.

Le fonds de commerce, acquêt de communauté entre deux époux, n'entraîne pas la cotitularité du bail commercial, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 17 septembre 2010, RTD com. 2020, n° 4, à paraître.

La cession du fonds de commerce n'emporte pas, en principe, la transmission d'un contrat de crédit, note sous Cass. com. 4 mars 2020, RTD com. 2020, n° 4, à paraître.

L'acquéreur du fonds de commerce peut garantir le cédant en cas de condamnation pour violation des règles d'urbanisme, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 17 septembre 2020, RTD com. 2020, n° 4, à paraître.

- Articles :

Appréciation de l'état de cessation des paiements et pandémie « Covid-19 » : référence temporaire à la date du 12 mars 2020, Rev. Proc. Coll. 2020, n° 4, p. 16.

Sauvegarde accélérée et pandémie « Covid-19 » : neutralisation temporaire des conditions de seuils financiers, Rev. Proc. Coll. 2020, n° 4, p. 17.

Liquidation judiciaire simplifiée et pandémie « Covid-19 » : neutralisation temporaire des conditions de seuil d'effectif salarié, Rev. Proc. Coll. 2020, n° 4, p. 18.

Rétablissement professionnel et pandémie « Covid-19 » : fixation temporaire du plafond d'éligibilité à 15 000 euros, Rev. Proc. Coll. 2020, n° 4, p. 19.

La perte de qualification de résidence principale en cours de procédure collective : incidence sur l'insaisissabilité, (en collab. avec M. Cazajus), Bull. Joly Entreprises en difficulté, mai-juin 2020, p. 24.

L'engagement des coopérateurs : quelle spécificité ?, Actualité juridique Contrat, octobre 2020, p. 415, éd. Dalloz.

Les sources des obligations des administrateurs de société anonyme, JCP E, 2020, étude, 1554.

## **Laura SAUTONIE-LAGUIONIE**

La directive du 20 juin 2019 sur la restructuration et l'insolvabilité: quel contenu pour quelle transposition en droit français? Dossier (direction) JCP E 2020 1075

Le droit au rebond du débiteur après la directive du 20 juin 2019 : quelles règles pour quelle réalité ? (avec B. Freleteau et F. Macorig Venier), JCP E 2020 1078.

Transmission universelle du patrimoine d'une société et date d'opposabilité aux tiers. Revue des contrats 2020 p. 47.

## **Guillaume WICKER**

### Droit des contrats

De la survie des fonctions de la cause – Ebauche d'une théorie des motifs, *D. 2020*, pp. 1906-1916.

La survie de la cause à travers ses fonctions, in : La réforme du droit des obligations en France : regard de l'autre côté des Pyrénées, *Société de Législation Comparée, 2020*, pp. 71-93.

### Droit des sociétés

S'agissant du bail conclu par le représentant légal de la société sans l'autorisation préalable des associés requise par les statuts, la nullité demandée pour défaut de consentement est une nullité relative que seule la société peut invoquer, note sous, Cass. com., 23 oct. 2019, n° 18-11.425 : JCP E 2020, 1344, n° 2, avec Florence Deboissy.

En cas de dissolution sans liquidation d'une société, la société dissoute ne peut, antérieurement à la publication au RCS, se prévaloir de la disparition de sa personnalité morale à l'égard des tiers, lesquels peuvent en revanche l'invoquer, note sous, Cass. 2e civ., 27 juin 2019, n° 18-18.449 : JCP E 2020, 1344, n° 9, avec Florence Deboissy.

### Droit patrimonial et droit fiscal

Un rapport sur la réserve héréditaire indépendant des modes et des préjugés, Editorial : *Ingénierie Patrimoniale, N° 2-2020*.

L'usufruit des titres sociaux, in : L'usufruit, Journées nationales de l'Association Henri Capitant, *Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2020*.

Nouveau rebondissement dans l'affaire société Croë Suisse, note sous CAA Versailles, 3 mars 2020 : *Dr. fisc. 2020, n° 21, comm. 144*, avec Florence Deboissy.

Les actions placées dans un trust de droit américain peuvent être regardées comme détenues par des personnes physiques, note sous CE, 20 mars 2020 : *Dr. fisc. 2020, n° 24, comm. 269*, avec Florence Deboissy.

## Colloques/ conférences/ réunions

### ➤ Manifestations organisées par l'Irdap

**La Réforme de la procédure des divorces contentieux** (décret n° 2019-1380 du 17 décembre 2019). Formation proposée par Jérôme Casey, le mardi 4 février 2020.

**Le Progrès face à la philosophie du droit**, conférence de Sébastien NEUVILLE, professeur à l'Université Toulouse Capitole et à l'Institut des Etudes Politiques de Paris, 21 février 2020.

### ➤ Evènements auxquels ont participé des membres de l'Irdap

#### **Matthieu BERA**

- Séminaire EHESS/Césor (Centre d'étude en sciences sociales du religieux) 2019/2020 : Généalogie des sciences sociales du religieux, avec P. Lassave et D. Iogna-Prat. Responsable du volet : « Retour sur la révélation de Durkheim ». 6 séances de séminaire. 5 invités (Paoletti, Blais, Steiner, Fabiani, Potin, Marcel) pour l'année 1.

#### **Florence DEBOISSY**

- Conférence sur l'abus de droit, EFE Paris, 5 novembre 2020.
- Participation aux séances du Comité de l'abus de droit fiscal.
- Participation au jury du prix de thèse de la SFFP.
- Participation au comité de pilotage de la Chaire Droit des affaires et fiscalité
- Participation à l'assemblée générale de l'A3F
- Participation aux réunions du conseil scientifique de la revue Droit fiscal et de la semaine juridique Entreprise.
- Participations aux travaux du club fiscal de l'ordre des experts-comptables.

- Participations aux réunions du conseil d'administration de l'IFA.
- Participation au jury du Prix Maurice Cozian du meilleur étudiant fiscaliste de DJCE.

### **Fabien KENDERIAN**

- « Les malfaçons rédactionnelles au sein de la loi Pinel », Communication au colloque annuel sur les baux commerciaux de l'Association ACE (Avocats Conseils d'Entreprises).
- Intervention à l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM), dans le cadre de la formation continue des magistrats, session « Les baux et loyers commerciaux », sur le thème « Clause résolutoire, résiliation judiciaire et procédures collectives », ENM, Paris, 10 mars 2020.
- Interventions au Master 2 « Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sur le thème « Bail commercial et procédures collectives » (12 h), 6 et 7 février 2020.

### **Jean-Marie PLAZY**

- Mars 2020, Colloque Université de Strasbourg, La gestion du patrimoine du mineur, org. Pr. E. Naudin et N. Kilgus, contribution sur Le contrôle de la gestion des parents sur les biens de leur enfant mineur.
- Mars 2020, Journées notoriales de la Personne et des familles, Paris, contribution sur La protection des personnes vulnérables après la loi du 23 mars 2019.

### **Ronan RAFFRAY**

- « Qu'est-ce que la RSE viticole ? », in RSE, tous responsables, Bordeaux Sciences agro, 16 février 2020.

## **Laura SAUTONIE-LAGUIONIE**

- 7èmes Assises Nationales de la Prévention des difficultés des entreprises. « Prévention des difficultés d'entreprises : efficacité des solutions en période de crise et perspectives à la veille des réformes ». Webconférence, vendredi 18 septembre 2020.

## **Guillaume WICKER**

- Les fictions, réalité incontournable du droit civil, Colloque de la Chaire Jean-Louis Baudouin, Faculté de droit, Université de Montréal, 27 mars 2020 (tenu en octobre par visioconférence).
- Participation aux réunions du Comité de sélection de la Bibliothèque de droit privé – LGDJ.
- Participation aux séances du Conseil National du Droit
- Participation au comité de pilotage de la Chaire Droit des affaires et fiscalité

### ➤ Participations aux jurys de thèses et encadrement hors UB

## **Florence DEBOISSY**

Le 29 janvier 2020, participation au jury de thèse de E. Dusseau, Le droit fiscal des entreprises à l'épreuve de la diversification des instruments financiers, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Daniel Gutmann.

Le 9 décembre 2020, participation au jury de thèse d'Adrien Ménudier, L'interprétation des conventions fiscales, Université Paris V Descartes, sous la direction de X. Cabannes.

Le 11 décembre 2020, participation au jury de thèse de Marina Lo Wing, La fiscalité des groupes de société, entre incitation et restriction, Université de Toulouse, sous la direction d'Arnaud de Bissy.

## **Ronan RAFFRAY**

Participation au jury de thèse de M. Ferhaoui, Le dirigeant de société. *Statut et responsabilité en droit français et en droit algérien*, Université de Bordeaux (2020) (dir. B. Saintourens).

Participation au jury de HDR de Mme Séverine Causse, Université de Reims, 12 mai 2020.

Encadrement de mémoires en partenariat avec des universités étrangères :

Avec l'Université Paris Sud / Liverpool University, Charline Antignac, *La protection du produit viticole français et américain par les indications géographiques* (LLM, année 2019-2020).

## **Guillaume WICKER**

6 novembre 2020, participation au jury de thèse de François-Xavier Raducanou, « *Le dépassement de sa mission par le prestataire de service. Étude comparée des contrats de mandat et d'entreprise* », Université de Poitiers, dir. Rose-Noëlle Schütz.

## **Doctorants**

### ➤ Thèses soutenues

#### **Tchabi BIAO**

- « Les droits successoraux du conjoint survivant dans les États d'Afrique francophone »

Direction : E. Fongaro.

#### **Brenno BIRCKHOLZ DA SILVA**

- « Le point optimal de la fiscalité internationale et son impact économique dans l'internationalisation productive : une étude du rapport coût/bénéfice fiscal sous la perspective des régimes brésiliens »

Direction : E. Fongaro, en co-direction avec H. Taveira Tôrres, Université de São Paulo (co-tutelle).

#### **Charline DELANGLE**

- « Les motifs contractuels - essai de théorie unitaire en droit français, anglais, allemand »

Direction : G. Wicker.

#### **Boualem FERHAOUI**

- « La responsabilité des dirigeants de société en droit français et en droit algérien - étude comparée »

Direction : B. Saintourens.

#### **Audrey Granvorka**

- « La prodigalité en droit privé »

Direction : J-M. Plazy.

## **M. Olivier MARAUD**

- « Les associés dans le droit des entreprises en difficulté »  
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

## **Christian PINAUDEAU**

- Gouvernance de la filière forestière et gestion des risques d'incendies  
Direction : R. Raffray, en co-direction avec G. Auzero, COMPRASEC.

### ➤ Nouveaux doctorants

## **Meshal ALTHAFIRI**

- « La protection juridique des majeurs : Etude comparative entre les droits français, égyptien et koweïtien. »

Direction : J-M. Plazy.

## **Audrey BADJECK**

- « Le droit international privé à l'épreuve de l'ordre public économique. »  
Direction : E. Fongaro.

## **Camille HATTY**

- « Les fictions en droit fiscal. »  
Direction : F. Deboissy.

## **Yassine BEN MESSAOUD**

- « La raison d'être en droit des sociétés. »

Direction : G. Wicker. Contrat doctoral.

## **Pierre-Damien FUGOU**

- « La monnaie électronique dans les espaces bancaires européen, sous régionaux africains et OHADA. »

Direction : M. Villemonteix.

## **Zaira KASSOUMOVA**

- « La notion de bénéficiaire effectif en fiscalité internationale et européenne. »

Direction : F. Deboissy.

## **Clément SENOU**

- « L'encadrement juridique et fiscal des PME en droit français et dans l'espace OHADA. »

Direction : R. Raffray.

## **Solim SOGOYOU**

- « La société civile dite immobilière. »

Direction : F. Julienne.

➤ Thèses en cours

**Tani Yassiminath ABOUDOU**

- « L'exécution des garanties de crédit à l'épreuve de la pratique des affaires dans l'espace OHADA »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

**Assoulane ACHOURI**

- « La recherche d'un équilibre contractuel dans les rapports entre bailleur et preneur dans un bail d'habitation »

Direction : J-M. Plazy.

**Aziza AHLE LARBI**

- « Le droit de la concurrence face aux pratiques anticoncurrentielles au niveau national et international »

Direction : M. Villemonteix.

**Ahmed ALFEHAID**

- « Regard sur les lois de la charia en droit civil »

Direction : F. Julienne.

**Sarah ALLEGRO**

- « Les contrats pré-nuptiaux en droit international privé »

Direction : F. Fongaro en co-direction avec C. Lisanti-Kalczynski (université de Montpellier).

## **Thmer ALMUTAIRI**

- « La propriété indivise, étude comparative entre le droit français et le droit koweïtien »

Direction : J-M. PLazy.

## **Tareq Al Sulaiman**

- « La notion de la promesse synallagmatique (essai sur l'idée de la suspension de la conclusion du contrat) : étude comparative ».

Direction : G. Wicker.

## **Latifa ALZAMEL**

- « La prescription civile »

Direction : F. Julienne.

## **Alexandre AURIOL**

- « L'anticipation successorale à l'épreuve de l'ordre public successoral »

Direction : E. Fongaro.

## **Laurene BACH**

- « La préservation de la base taxable des groupes de sociétés »

Direction : F. Deboissy.

## **Vanessa BARAN A KESSENG**

- Groupe de société : la reconnaissance de la personnalité morale.

Direction : D. Pohé-Tokpa.

## **Julien BARINKHOO**

- L'anticipation juridique de la dépendance  
Direction : J-M. Plazy.

## **N'guessan BEUGRE**

- La clientèle du fonds de commerce électronique en droit OHADA  
Direction : D. Pohé-Tokpa.

## **Florence BOSSO**

- « Sécurité juridique et sources du droit OHADA des contrats internationaux.  
Propositions de réforme du droit OHADAA »  
Direction : E. Fongaro.

## **Anouman BOSSON**

- « Le contrôle judiciaire du contrat »  
Direction : G. Wicker.

## **Clint BOULAND**

- « L'assistance en droit privé »  
Direction : J-M. Plazy.

## **Samantha CATALLO**

- Les spécificités relatives à l'entreprise viticole  
Direction : R. Raffray.

## **Paul COURCELLE--BIASI**

- La contractualisation juridique des actifs agricoles en droit des affaires  
Direction : R. Raffray.

## **Mohamed DAOU**

- « Les investissements privés étrangers face à la pratique du droit OHADA »  
Direction : B. Saintourens.

## **Charline DELANGLE**

- « Les techniques d'intégration des motifs dans le contrat, étude de droit comparé français, anglais, allemand »

Direction : G. Wicker.

## **Yannick Hermann DIOMANDE**

- « L'absorption d'une personne morale membre d'un conseil d'administration : étude comparée »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

## **Atta DUA**

- Possession et sûretés. Comparaison du droit Français et du droit OHADA.  
Direction : D. Drouot.

## **Jane DUQUENOIS**

- Données personnelles et droit de propriété  
Co-direction de G. Wicker et H. Skrzypniak.

## **Clémence ESCAFFRE**

- « La représentation successorale »

Direction : P. Delmas-Saint-Hilaire.

## **Pierre-François EUPHRASIE**

- « Contribution à l'élaboration d'un droit privé des robots »

Direction : X. Daverat.

## **Adélaïde FAURE**

- L'œuvre libre : contribution à la théorie générale des obligations,  
Co-direction de G. Wicker et H. Skrzypniak.

## **Sacha FREY**

- Traitement juridique et fiscal du démembrement de droits sociaux  
Direction : F. Deboissy

## **Nathanaël GIRARDIN**

- La personne en droit des sociétés  
Direction : R. Raffray.

## **Jean-Marie GOIZET**

- Le verre, matériau de construction, et le droit  
Direction : J-M. Plazy.

## **Emanuela GRIESSER**

- L'émergence d'un principe de proportionnalité en droit des affaires  
Co-direction : M. Villemonteix et B. Saintourens.

## **Isamaël GUINDO**

- L'efficacité du droit de rétention en droit OHADA  
Direction : D. Pohé-Tokpa.

## **Pierre FERENBACH**

- « Le jeu vidéo en droit privé »  
Direction : X. Daverat, en co-direction avec F. Pellegrini.

## **Océane FOLLIO**

- « L'autonomisation des moyens de transport »  
Direction : G. Drouot.

## **Gueasse GBAGOUÉHI**

- « L'arbitrabilité des litiges dans l'arbitrage commercial international »  
Direction : D. Pohé-Tokpa.

## **Pierre-Nicolas GLEIZE**

- « La fictivité en droit privé, essai d'une théorie générale »  
Direction : G. Drouot.

## **Nicolas GRANDPIERRE**

- « Approche juridique des données de recherche »  
Direction : X. Daverat.

## **Angélique GOYARD**

- « Le majeur protégé parent »

Direction : J-M. Plazy.

## **Audrey GRANVORKA**

- « La prodigalité en droit privé »

Direction : J-M. Plazy.

## **Thibaud GUILLEBON**

- « Les monnaies virtuelles »

Direction : F. Deboissy.

## **Pierre HECTOR**

- « La circulation des actes et des décisions entre l'Union européenne et les pays d'Amérique centrale et du sud »

Direction : E. Fongaro.

## **Benoit JARIGE**

- « La fiscalité internationale des sociétés de personnes »

Direction : R. Raffray.

## **France KERE**

- « Les problématiques juridiques liées à l'implantation des sociétés étrangères dans l'espace OHADA »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

## **Amelan KOUASSI**

- « Les fautes du créancier dans le cautionnement en droit OHADAA »

Direction : D. Pohé-Tokpa.

## **Aliou KPEREGUENI**

- Le notaire et le droit des affaires

Direction : R. Raffray.

## **Alexia LAI**

- « Droit des biens et intuitus personae »

Direction : G. Drouot.

## **Guillaume LAMOUROUX**

- « Les subventions : étude de droit privé et de droit fiscal »

Direction : F. Deboissy

## **Sarra LEKLOU**

- La place de l'accord en droit des entreprises en difficulté

Direction : L. Sautonie-Laguionie.

## **Plieglit LOUTOUKADILA MATOUMA**

- « Les créations du design et la propriété intellectuelle »

Direction : P. Mozas.

## **Damien NEGRE**

- La notion de professionnel : regards de droits européen et nationaux  
Direction : R. Raffray, en co-direction avec Mme E. Poilot, université du Luxembourg (co-tutelle).

## **Olivier MARAUD**

- « Les associés dans le droit des entreprises en difficulté »  
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

## **Mourad MAZOUZ**

- « La répudiation musulmane en droit international privé français »  
Direction : E. Fongaro.

## **Hamid MECHINO**

- « La protection des intérêts en cause dans la procédure de redressement judiciaire. Etude comparée de droit marocain et droit français »  
Direction : B. Saintourens.

## **Jalal MHAOUN**

- « L'opposabilité aux tiers de la convention d'arbitrage »  
Direction : M. Villemonteix.

## **Candice MICHEL**

- « Le champ d'application du Règlement insolvabilité du 20 mai 2015 »  
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

## **Marion PELLE**

- Les parties prenantes et le juge face à l'adoption d'un plan de restructuration  
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

## **Laëtitia PETIT**

- « Les violences contractuelles »  
Direction : L. Sautonie-Laguionie.

## **Quentin PRIM**

- « La gestion des biens d'autrui »  
Direction : J-M. Plazy.

## **Marion SOURICE**

- « La protection des tiers en droit international privé »  
Direction : S. Sana-Chaille-de-Néré.

## **Lise TARIS**

- L'esthétique industrielle et le droit  
Direction : X. Daverat.

## **Oraihoomana TEURURAI**

- « La nue-propriété »  
Direction : J-M. Plazy, en codirection avec S. Sana-Chaille de Nere.

## Salimata Nah TRAORE

- « La responsabilité sociale des entreprises en droit OHADA »

Direction : R. Raffray.

## Cyril WERNER

- La réserve héréditaire et l'ordre public successoral

Direction : F. Julienne.

### ➤ Récompenses officielles

## Pierre-Damien FUGOU

Représentant de l'université de Bordeaux lors de la finale du regroupement des universités Bordeaux – La Rochelle – Pau de la 8<sup>ème</sup> édition du concours **Ma thèse en 180 secondes**, défi lancé aux doctorants par la Conférence des présidents d'universités (CPU) et le CNRS. M. Fougou a brillamment présenté son projet de thèse, dirigée par Mme Villemonteix, « La monnaie électronique dans les espaces bancaires européen, sous régionaux africains et OHADA. » lors de la Finale de l'université de Bordeaux (4 finalistes sélectionnés). Résultat final non connu au moment de la rédaction de l'Irdap-infos.

## Damien NEGRE

Doctorant dont la thèse est dirigée par le directeur de l'Irdap, le professeur Ronan RAFFRAY en co-tutelle avec Elise POILLOT, professeur à l'Université du Luxembourg, a été distingué lors de la traditionnelle cérémonie de rentrée d'octobre 2020 par **l'attribution d'un prix pour la qualité de son enseignement lors des Teaching Awards**. Cette récompense est attribuée par l'Université du Luxembourg en reconnaissance de l'implication et de la qualité scientifique d'un enseignement de haut niveau et sur recommandation des étudiants eux-mêmes.